INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS

**Journée du 7 février 2023**

**INFOS MACRO**

* Les marchés européens ont fini en légère baisse dans l'attente d'un discours très attendu de Jerome Powell. L'indice CAC 40 a reculé de 0,07% à 7 132,35 points tandis que l'EuroStoxx50 a perdu 0,04% à 4 204,21 points. La prudence était également de mise aux Etats-Unis, avec un Dow Jones en repli de 0,22% et un Nasdaq Composite gagnant 0,46% vers 17h30.
* En l'absence d'indicateurs économiques majeurs, le discours à venir ce mardi du président de la Fed, Jerome Powell, dans le cadre d'un événement organisé par l'Economic Club of Washington, était dans tous les esprits.
* Les investisseurs se demandent s'il va adopter un ton plus agressif pour décrire son combat contre l'inflation après le très bon rapport sur l'emploi aux Etats-Unis de vendredi dernier. Les marchés prévoient désormais que le taux directeur de la Fed culmine à 5,1%, selon FedWatch, contre 4,81% au plus bas mercredi dernier.
* " Nous avons écrit dans notre note Sweet Spot de janvier qu'un important moteur du rallye post-octobre a été le fait que les attentes du taux final de la Fed se sont stabilisées autour de 5 % et ont cessé d'augmenter après ce point. Mais si les anticipations du taux final augmentent à nouveau, il est clair que cela détruirait un pilier essentiel du récent rallye ", prévient Jim Reid, le responsable des études économiques chez Deutsche Bank.
* Sans surprise, la Banque de réserve d'Australie a resserré sa politique monétaire de 25 points de base portant son principal taux directeur à 3,35%. Sur le marché des changes, le dollar australien gagne 0,36% à 0,69 dollar américain alors que la devise américaine est bien orientée contre de nombreuses autres monnaies. " Le Conseil des gouverneurs s'attend à ce que de nouvelles hausses des taux d'intérêt soient nécessaires dans les mois à venir pour que l'inflation revienne à la cible et que cette période de forte inflation ne soit que temporaire " a déclaré le gouverneur, Philip Lowe.

Il "sera très attentif à l'évolution de l'économie mondiale, aux tendances des dépenses des ménages et aux perspectives en matière d'inflation et de marché du travail ".

" La mise à jour des perspectives a atténué les anticipations selon lesquelles la RBA interromprait son cycle de hausse dès la prochaine réunion en mars. La RBA semble prévoir au moins deux autres hausses de 25 points de base en mars et probablement en mai, ce qui porterait le taux directeur plus près de 4,00 % " a commenté MUFG.

* Le cours du pétrole est orienté à la hausse ce mardi consécutivement à la fermeture d'un important terminal d'exportation turque faisant suite aux séismes qui ont frappé hier la Turquie et la Syrie. Le bilan provisoire dépasse les 5 000 morts. Vers 17h15, le baril de Brent de la mer du Nord prenait 1,29% à 82,10 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), gagnait 1,95% à 75,92 dollars.
* En 2022, les Français ont dépensé 146,9 milliards d'euros sur internet, un montant en hausse de 13,8 % par rapport à 2021, a annoncé mardi la Fédération de l'e-commerce et de la vente à distance (Fevad). « C'est l'équivalent du secteur automobile ou du BTP », a souligné le délégué général de la Fevad Marc Lolivier lors d'une conférence de presse au ministère de l'Economie.

L'année dernière, 2,3 milliards de transactions ont été réalisées sur les sites de vente en ligne en France, soit 6,5% de plus qu'en 2021, a détaillé Marc Lolivier.

Cette croissance est "tirée par les services, et notamment les transports, le tourisme et les loisirs" qui ont bondi de 61% par rapport à 2021 (et de 50% par rapport à 2019, année précédant la pandémie), a souligné le délégué général, s'appuyant sur un double panel.

Les ventes de produits se replient en revanche de 7% par rapport à 2021 mais demeurent en hausse de 33% par rapport à 2019.

"La barre des 200 milliards d'euros (de chiffre d'affaires sur Internet en France) devrait être atteinte en 2025", a avancé Marc Lolivier.

En moyenne, un cyberacheteur français a dépensé 3515 euros en ligne l'an dernier, passant plus d'une commande par semaine.

Les trois sites les plus visités en France sont Amazon, Leboncoin et Vinted, a précisé Marc Lolivier.

* L'inflation dans la zone OCDE, mesurée par l'indice des prix à la consommation (IPC), a ralenti à nouveau en décembre 2022 pour atteindre 9,4 % en glissement annuel, en baisse par rapport à son pic d'octobre 2022 (10,8%). Il s'agit de son plus bas niveau depuis avril 2022. Des baisses de l'inflation ont été enregistrées entre novembre et décembre dans 25 des 38 pays de l'OCDE. 15 pays de l'OCDE ont enregistré une inflation à deux chiffres en décembre 2022, les taux les plus élevés ayant été enregistrés en Hongrie, en Lettonie, en Lituanie et en Turquie (au-dessus de 20%).

L'inflation dans la zone OCDE a plus que doublé en 2022 par rapport à son niveau de 2021 (9,6%, comparé à 4%), atteignant sa moyenne annuelle la plus élevée depuis 1988.

Après le pic observé en juin 2022, l'inflation de l'énergie a continué de baisser fortement dans la plupart des pays de l'OCDE, passant de 23,8% en novembre à 18.4% en décembre. Il s'agit de son plus bas niveau depuis août 2021. L'inflation de l'alimentation et l'inflation hors alimentation et énergie ont également diminué. Elles ont atteint respectivement 15,6% et 7,2%, en partie en raison de baisses prononcées en Turquie .

Dans la zone euro, l'inflation mesurée par l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) a baissé pour atteindre 9,2% en glissement annuel en décembre, après 10,1% en novembre. L'inflation de l'énergie a continué de baisser, alors que l'inflation hors alimentation et énergie a augmenté en décembre.

**SOCIETES**

* Du côté des valeurs, Renault a continué de progresser alors que les analystes réagissaient favorablement au nouveau contour de l'alliance avec Nissan. BNP Paribas a pour sa part bénéficié de l'augmentation de la rémunération de ses actionnaires. En revanche, Airbus a reculé dans le sillage de la dégradation de Berenberg.
* Renault affiche aujourd’hui la plus forte hausse d’un CAC 40 en berne avec une progression de 3,39% à 40,44 euros, au lendemain de la publication des détails de son nouveau partenariat avec le japonais Nissan. Plusieurs analystes ont applaudi ce nouvel équilibre entre les deux constructeurs. Ce nouvel accord prévoit des participations rééquilibrées entre Renault Group et Nissan, qui détiendraient des participations croisées de 15 %, avec une obligation de conservation, ainsi qu'une obligation de plafonnement de leurs participations.

Le groupe français transférerait 28,4 % des actions Nissan dans une fiducie française, où les droits de vote seront " neutralisés " pour la plupart des décisions, à l'exception notamment de l'élection ou la révocation des administrateurs de Nissan nommés par Renault Group, où le fiduciaire devra voter selon les directives de Renault Group.

Renault Group continuerait de bénéficier pleinement des droits économiques (dividendes et produits de cession des actions) rattachés aux actions détenues par la fiducie jusqu'à la vente de ces actions. Cette transaction n'entraînera aucune dépréciation dans les états financiers de Renault Group.

* En baisse à l'ouverture, Scor a progressé de 5,54% à 22,30 euros. La première réaction des investisseurs avait consisté à sanctionner la baisse plus forte que prévu des primes de réassurance P&C (Dommages) lors des renouvellements de janvier 2023 en dépit d'une hausse de 9% des prix. La plus grande sélectivité du réassureur aura toutefois un impact positif sur sa rentabilité. Il avait d'ailleurs annoncé la couleur à la mi-novembre.

Scor avait alors indiqué que ces renouvellements seraient " placés entièrement sous le signe de la rentabilité technique ".

Le réassureur a connu une année 2022 difficile, affichant une perte nette de 509 millions d'euros sur les neuf premiers mois en raison des catastrophes naturelles. Cette contreperformance est l'une des raisons du remplacement du directeur général, Laurent Rousseau, par Thierry Léger.

Scor a ainsi enregistré une baisse de 12,1% à taux de change constants de ses primes de réassurance P&C alors qu'un repli de 8% était anticipé, selon le consensus Visible Alpha. Elles ont ainsi atteint les 3,655 milliards d'euros. Environ 67 % des primes de réassurance P&C, soit 47 % du total des primes P&C de Scor, sont renouvelées en janvier.

" Ces renouvellements ont été marqués par une contraction de l'offre de réassurance et une demande de protection soutenue des cédantes ", a commenté le réassureur.

Lors de ces renouvellements, le réassureur a notamment réduit son exposition aux risques de catastrophes naturelles et ajusté son portefeuille en réduisant les branches les plus sensibles à l'inflation économique et sociale (Responsabilité civile et Automobile, notamment).

* Bertelsmann, maison-mère de M6, a annoncé ce mardi la suppression de 700 postes ainsi que l'arrêt d'une vingtaine de magazines en Allemagne. Sous la pression de la flambée des prix de l'énergie et du papier, RTL Group, filiale de Bertelsmann, qui emploie actuellement 7 500 personnes en Allemagne, réduit donc la voilure. Le groupe souhaite également "réorganiser" son portefeuille de publications et se concentrer sur ses marques phares, "qui représentent environ 70% des ventes actuelles".

Les versions allemandes des magazines GEO, Gala et Capital, ainsi que le journal féminin allemand Brigitte et l'hebdomadaire d'information Stern seront maintenus.

Le reste des titres, une vingtaine, sera "vendu ou arrêté", a indiqué le groupe.

En raison de la cession de ces titres, 200 salariés supplémentaires quitteront l'entreprise, a ajouté RTL Group, portant le total des postes supprimés à 700.

Ces décisions ont été prises "dans le contexte de l'évolution rapide du paysage médiatique et de la situation macroéconomique difficile", a déclaré Thomas Rabe, président de RTL Allemagne, cité dans le communiqué.

* Airbus a affiché l'une des plus fortes baisses du CAC 40 (-2,97% à 112,30 euros) après une dégradation de l'analyste Berenberg. Le broker a abaissé sa recommandation sur le groupe aéronautique de " Conserver " à " Vendre " tout en réduisant son objectif de cours de 120 à 100 euros. Berenberg justifie sa décision par l'impact négatif que l'inflation aura, avec un effet retard, sur les marges opérationnelles du groupe sur la période 2023-2025.

" Compte tenu de la période de plusieurs années qui s'écoule entre une commande et la livraison d'un avion, les contrats d'achat (PA) comportent des clauses d'indexation, permettant à Airbus de répercuter l'inflation de la main-d'œuvre et des pièces dans l'intervalle, mais dans la plupart des cas, uniquement jusqu'à un plafond convenu ", explique l'analyste.

" Étant donné que l'inflation a largement dépassé le plafond moyen au cours des deux dernières années, une plus grande proportion des avions Airbus qui seront livrés en 2023 et 2024 auront connu une plus grande proportion du temps entre la commande et la livraison au-dessus du plafond convenu, par rapport à 2022 " souligne le broker. L'inflation non répercutée aura donc un effet négatif sur les marges au cours de ces deux années et dans une moindre mesure en 2025.

**ANALYSE**

* L'inflation devrait baisser au cours des prochains mois. Mais cela ne l'empêchera pas de rester élevée. La hausse des prix à la consommation qui oscille autour de 6% depuis l’été devrait encore s'établir à un rythme de 5 %, en juin prochain, en glissement annuel, selon la note de conjoncture publiée ce mardi par l'Insee.

Ce serait moins que les 5,3 % envisagés par l'institut de la statistique en décembre, en raison principalement des effets de base et du reflux attendu des cours du pétrole. Les économistes de l'Insee tablent sur un prix du baril de Brent à 80 euros en juin prochain, contre 115 euros un an plus tôt.

Dans le détail, la décrue de l'inflation débuterait en mars - le chiffre de février restant marqué par le relèvement de 15 % du tarif réglementé de l'électricité, après celui du gaz en janvier.

Une mauvaise surprise attend néanmoins les Français. Les prix de l'alimentation vont continuer d'afficher des progressions proches de 13 % sur un an. Cette hausse combinée à celle des prix des produits manufacturés (autour de +4,5 %) et des services (+3 %) va nourrir l'inflation sous-jacente qui exclut les produits à prix volatils mais intègre les produits alimentaires hormis les produits frais. Ce qui devrait la maintenir à son niveau de janvier, soit 5,7 %, à horizon de la mi-année.

Beaucoup de nouvelles hausses de prix sont encore à venir. Un casse-tête pour le gouvernement qui réfléchit à la création d’un « panier-inflation » pour atténuer les effets du choc qui commence à avoir un impact très net sur les comportements d'achat des Français. En 2022, les dépenses alimentaires des ménages ont reculé de 4,6 % en volume, selon l'Insee.

Néanmoins, l'activité économique devrait confirmer sa résistance et continuer de croître au cours des prochains mois, mais très modérément. L'Insee prévoit une hausse du PIB de 0,2 % au premier trimestre comme au deuxième, ce qui porterait l'acquis de croissance à mi-année à 0,6 %. « Depuis la mi-2022, les indicateurs montrent une situation conjoncturelle hésitante avec une forte dichotomie entre les ménages et les entreprises », observe Julien Pouget chef du département de la conjoncture de l'Insee.

Dans les enquêtes, les Français ne cachent pas leurs inquiétudes sur leur niveau de vie et la valse des étiquettes des produits de la vie quotidienne. La consommation, premier moteur de la croissance dans l'Hexagone, devrait malgré tout rebondir « modestement » en début d'année selon l'institut.

Les entreprises, quant à elles, restent plutôt optimistes. « Au premier trimestre, la production industrielle pourrait légèrement progresser bénéficiant à la fois du rebond dans la cokéfaction-raffinage, du reflux des difficultés d'approvisionnement de la poursuite de la reprise de la production d'électricité », indique l'Insee. L'activité dans les services marchands conserverait de son côté un « rythme modéré ». Partout les inquiétudes sur la demande remontent toutefois.

Rien n'est donc joué. De nombreux aléas sont susceptibles de modifier la trajectoire de l'économie française. De bonnes surprises ne sont pas impossibles, d'autant que les nouvelles positives ont plutôt eu tendance à se multiplier ces derniers temps avec l'ouverture de la Chine et la crise énergétique moins aiguë que prévu.

A contrario, de nouveaux chocs de coûts ne peuvent être écartés, qu'ils soient liés au resserrement des politiques monétaires ou à de nouvelles tensions géopolitiques. Sauf réel durcissement, les grèves contre la réformes des retraites ne devraient en revanche avoir qu'un impact très limité au vu des précédents de 1995 et 2019. Dans les deux cas, les mouvements sociaux n'avaient coûté que 0,2 point de croissance au quatrième trimestre de l'année.

Pour l'heure, Bercy conserve en tout cas sa prévision d'une croissance de l'économie française de 1 % en 2023, avec une hausse des prix de 4,2 % en moyenne sur l'ensemble de l'année. Ce qui nécessiterait une progression du PIB de 0,4 % au troisième et au quatrième trimestre, si les projections de l'Insee pour le premier semestre se réalisent.

**L’AGENDA DU 8 février 2023**

**8h45 en France**  
Emploi salarié au quatrième trimestre  
  
**16h00 aux Etats-Unis**  
Stocks des grossistes en décembre  
  
**16h30 aux Etats-Unis**  
Evolution hebdomadaire des stocks de produits pétroliers